



AFRICAN RIGHTS MONITOR

**Conseil des droits de l'homme  
Forum sur les questions relatives aux minorités  
Neuvième session  
24 et 25 novembre 2016**

G. Mursal

[africanrightsmonitor@gmail.com](mailto:africanrightsmonitor@gmail.com)  
[www.africanrightsmonitor.org](http://www.africanrightsmonitor.org)

**Respect des droits des minorités comme moyen de prévenir ou d'atténuer  
l'impact des crises humanitaires.**

Madame, monsieur,

African Rights Monitor (ARM) est une organisation apolitique, à but non lucratif de défense des droits humains qui observe les situations humanitaires et sécuritaires dans les pays de la corne de l'Afrique. ARM intervient ce forum pour mettre la lumière sur la situation dégradante de la minorité de l'Ogaden, un peuple d'ethnie Somali à l'est de l'Ethiopie.

Parmi d'autres raisons, un manque de la bonne gouvernance, du respect des droits de l'homme et de l'absence de l'état de droit peuvent conduire à une crise humanitaire. Un des principaux facteurs qui conduisent à des crises humanitaires répétées dans cette province, résulte de la guerre en cours depuis des décennies et le manque de perspective du règlement pacifique. La province de l'Ogaden est devenue un champ de bataille à huit clos où l'armée a le dernier mot. Les civils en général et, les femmes plus particulièrement, puisque sur elles le viol est utilisé comme une arme de guerre, paient le prix le plus fort.

Les crises humanitaires et sécuritaires dans la région **Somali** de l'**Ogaden** ont été constatées en 2007 par une équipe mixte de l'**ONU**. Depuis, les situations humanitaires et sécuritaires n'ont qu'empirées. Et aucune visite de la part de l'**ONU** ou **des organisations** indépendantes des droits de l'homme et du **média** ainsi qu'aucunes recommandations de la part des pays membres du Conseil des droits de l'homme en vue d'améliorer les situations de l'**Ogaden** ne **sont acceptées** par le gouvernement éthiopien.

Dans les pays, où un conflit armé existe comme l'Ethiopie, le respect des droits des minorités doit passer par un règlement du conflit, de manière pacifique et négocié entre l'Etat et l'opposition armée. L'ONU en général, et ce forum sur les questions relatives aux minorités doivent encourager et soutenir toute initiative de pourparlers de paix afin d'éviter, pour les civils, des souffrances inacceptables.

Je vous remercie de votre attention.